

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21611 - 80ÈME ANNÉE

Allocation de rentrée scolaire : un soutien bienvenu obtenu grâce à la lutte

Quand le néocolonialisme utilise l'ARS pour que l'État subventionne les entreprises françaises

Résultat de la lutte du PCR et des syndicats pour l'égalité sociale, l'allocation de rentrée scolaire identique à celle de la France sera versée à partir de demain. C'est une bouffée d'oxygène pour la plupart des familles qui ont des enfants scolarisés à La Réunion. Elle permettra d'acheter ce que l'État doit fournir gratuitement selon le principe de l'école obligatoire et gratuite. Versé par Paris, cet argent public servira en grande partie à alimenter les profits de sociétés françaises implantées dans notre pays. C'est une illustration du néocolonialisme français : les transferts publics venus de France sont transformés en profits pour des entreprises françaises qui font revenir cet argent en France. Ainsi, Paris peut subventionner des entreprises sans être accusé de remettre en cause « la concurrence libre et non faussée ».

La rentrée scolaire approche à La Réunion. Demain doit commencer à être versée l'allocation de rentrée scolaire. Comprise entre 416 et 454 euros par enfant, elle concernera de nombreuses familles. Pour ne pas y avoir droit, il faut avoir des revenus supérieurs à 27141 euros pour un enfant scolarisé, 33404 pour deux, 39667 pour trois, 45930 pour 4, puis 6263 euros par enfant supplémentaire.

Le versement de l'allocation de rentrée scolaire ne va pas de soi à La Réunion. C'est un des résultats de la lutte menée par le Parti communiste réunionnais pour obtenir l'application de l'égalité sociale avec la France promise par la loi française depuis 1946. Plusieurs décennies de luttes permirent d'arriver à ce résultat.

L'argent de l'ARS retourne en grande partie en France

La conquête de l'égalité sociale a eu pour conséquence l'augmentation du pouvoir d'achat de la plupart des Réunionnais. Ceci eut pour effet l'accélération de l'importation à La Réunion de la grande distribution. Une forte proportion de l'allocation de rentrée scolaire sera dépensée dans des commerces qui appartiennent à des sociétés extérieures à La Réunion. L'argent issu de la lutte que Paris a dû céder aux Réunionnais va donc en grande partie être rapatrié en France.

C'est cela le néocolonialisme français à La Réunion : les transferts publics sous forme de prestations sociales obtenus grâce à la mobilisation du PCR et du mouvement social sont transformés en profits pour des entreprises françaises. L'argent ne fait que passer par La Réunion et retourne donc en France. Par cette méthode, Paris a trouvé un moyen de subventionner ses entreprises sans encourir le risque d'être sanctionné par l'Union européenne ou l'Organisation mondiale du Commerce pour aide directe de l'État allant à l'encontre de « la concurrence libre et non faussée ».

Le néocolonialisme ne permet pas le développement

La Réunion ne manque pourtant pas de ressources. Un seul exemple : à Cuba, le papier des cahiers est fabriqué avec de la canne à sucre. Le blocus imposé par le gouvernement des États-Unis a obligé les Cubains à valoriser au maximum leur or vert. La bagasse sert donc aussi pour faire du papier.

À La Réunion, la bagasse est simplement brûlée dans des usines appartenant à des fonds de pension américains. L'électricité produite est ensuite vendue par une entreprise française aux Réunionnais.

Domage que cette valorisation de la canne à sucre

ne soit pas à l'ordre du jour de la stratégie de Tereos, entreprise française, qui a le monopole de la transformation de la canne à sucre à La Réunion.

Mais comme les Réunionnais ont été dépossédés du contrôle de leur économie par la faillite du capitalisme local, le néocolonialisme français dominant ne permet pas le développement d'industries capables de fixer à La Réunion l'argent de l'égalité sociale ob-

tenu par la lutte du PCR et des syndicats. Paris a en effet besoin que cet argent finance ses entreprises et ses emplois en France, pas à La Réunion.

M.M.

Une entreprise chinoise de smartphones et l'UNESCO s'associent pour lancer un projet de robot IA au Kenya

Projet CogLabs : l'IA au service de l'éducation et de l'innovation dans l'économie circulaire

L'entreprise chinoise de smartphones Infinix et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) se sont associées pour lancer un projet de robot IA au Kenya. le projet CogLabs vise à promouvoir l'éducation aux sciences, à la technologie, à l'ingénierie et aux mathématiques, et à favoriser la maîtrise de l'IA.

Michael Zeng, responsable de la marque Infinix Kenya, a déclaré que le projet CogLabs, qui sera basé à l'Université de Nairobi, la plus ancienne institution d'enseignement supérieur du Kenya, est une plateforme éducative de robot IA et d'apprentissage automatique qui utilise les téléphones portables comme cerveaux des robots pour inspirer la créativité et des expériences d'IA accessibles pour la prochaine génération.

"L'approche CogLabs guide les utilisateurs dans la construction de robots avec des pièces imprimées en 3D et des téléphones d'occasion ainsi que dans leur

formation à l'aide de machines enseignables et de langages de programmation tels que Scratch", a déclaré Michael Zeng dans un communiqué publié vendredi dans la capitale kenyane de Nairobi.

Michael Zeng a noté que CogLabs est un projet d'innovation à faible coût, par rapport aux robots éducatifs actuels sur le marché qui sont coûteux et complexes à utiliser.

Joan Nadal, formatrice principale du projet d'éducation aux sciences, à la technologie, à l'ingénierie et aux mathématiques (STEM) à l'UNESCO, a déclaré que le projet CogLabs vise à promouvoir l'éducation aux STEM, à favoriser la maîtrise de l'IA et à responsabiliser les jeunes innovateurs.

Le projet bénéficiera également des ateliers de renforcement des capacités de l'UNESCO pour améliorer leurs connaissances en matière de technologie de l'IA, a-t-elle ajouté.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
80e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Le samedi 10 août à 15 heures à Sainte-Suzanne

Yallah Gaza à la médiathèque Aimé Césaire

En lien avec deux associations, le Mouvement réunionnais pour la paix organise samedi prochain à Sainte-Suzanne la projection suivie d'un débat du film Yallah Gaza.

Yallah Gaza a été tourné avant le 7 octobre et avait vocation à passer en salle à partir de novembre 2023. L'actualité en a décidé autrement.

Le documentaire restitue à la fois la joie de vivre des habitants de Gaza, des immenses difficultés quotidiennes et de leurs conditions de vie liées à l'occupation de leur territoire.

Cela, c'était avant les 40 000 morts palestiniens dont une majorité d'enfants et de civils, avant les crimes de guerre, avant le génocide en cours que les peuples

du monde entier ont dénoncés et contre lesquels ils ont massivement manifesté sur toute la planète.

Partout les mobilisations des peuples solidaires des Palestiniens opprimés se sont heurtées aux puissances d'État, USA et UE en tête.

Afin que chacun puisse juger de la vitalité et des capacités exceptionnelles de résistance et de résilience du peuple palestinien, Roland NURIER a décidé de rendre son film libre de droit afin qu'il vive sa vie de film documentaire et nourrisse l'espoir que le peuple palestinien recouvre la paix et la totale liberté de définir librement son avenir.

La projection sera précédée d'un point historique et d'un débat.

Un crime contre l'humanité toujours en cours

Les enfants représentent plus de 60 % des victimes de l'esclavage moderne en Afrique de l'Ouest

La forme d'exploitation la plus répandue étant la mendicité, avec un taux de 64 %, tandis que 34 % des victimes de la traite sont victimes d'exploitation sexuelle.

En Afrique de l'Ouest, plus de 60% des victimes de la traite sont des enfants, selon le rapport mondial de l'ONUDC. La mendicité est la forme d'exploitation la plus courante, représentant 64% des cas, tandis que 34% des victimes sont exploitées sexuellement. À l'occasion de la Journée mondiale de la lutte contre la traite des êtres humains, un appel a été lancé à Dakar pour intensifier les efforts de lutte contre ce fléau, en mettant l'accent sur la sensibilisation, la protection et la prévention.

Amado Philip de Andrés, représentant régional de l'ONUDC pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, a souligné la gravité de la situation, appelant à une action coordonnée pour lutter contre la traite des enfants. Mody Ndiaye, secrétaire permanent de la Cellule nationale de lutte contre la traite des personnes (CNLTP) au Sénégal, a insisté sur la nécessité d'une

mobilisation générale des services publics, comme la police et la justice, pour combattre ce "désastre".

L'identification et la protection des enfants victimes restent problématiques en raison du faible nombre de signalements, du manque de sensibilisation et des ressources limitées. Les trafiquants utilisent souvent la coercition et les menaces, compliquant ainsi l'intervention des autorités. De plus, la traite se déroule souvent dans un contexte familial ou proche, ce qui complique davantage la détection.

Le Centre de recherche et de sensibilisation sur la traite des êtres humains (CenHTRO) de l'Université de Géorgie collabore avec l'ONUDC et des partenaires locaux pour améliorer la collecte de données et générer des connaissances sur les profils et facteurs de vulnérabilité des victimes. Des initiatives conjointes avec le gouvernement sénégalais et des ONG visent à réduire l'exploitation sexuelle, notamment à Kédougou, une zone frontalière d'orpaillage, où des adolescentes et jeunes femmes ont été secourues et aidées à surmonter leurs traumatismes.

Oté

La franss-la ! Sa lé gouvèrné sa koméla ?

Mézami La franss na pwin gouvèrnman dopi in paké d'somenn é lo Prézidan li pran son tan pou li nome in nouvo promyé miniss. Pars lèr d'zordi sé sa son rol d'après la konstitissyon mé konm dabitide li kapar in pouvoir ké la pa la syène kan li di i fo trouv in majorité pou gouvèrné é kissa i doi trouv sa ? Biensir lo promyé miniss nomé mé pa lo Prézidan. I pé i di é mi panss sa lé vré lo pouvoir lété koté lo Prézidan, astèr li vien koté lo parlman — sé sak noré di spassé si téi aplike bien la konstitission 1958.

Lo Prézidan pou son par li lé pa la avèk sa. Li profite a-fon lo bann zé zolinpik épi bann milyar la mète ladan. La pa bézwin rode loin, rogarde solman télé é zot va oir ali apré fé bizou par issi par laba, apré félassite inn ou bien l'ot, apré larg in pti mo pou dir lo pèp franssé lé formidab é bann sportif sé lo limaz mèm lo pèp franssé an lor, an larzan épi an bronze. La nuite lonm la zourné i oi li apré fé son bann ronde an parmi toulmoune.

Astèr i parl bann zafèr kourante, mé bann zafèr kourante La franss, kissa i okipe sa ? Lo gouvèrnman démissyonèr mé tardra-viendra talèr in pé anparmi bann miniss va dépass la lingn rouz é apré avoir okipe bann zafèr kourante zot va okipe bann zafèr toukour... Mé la nou sar pa lwin d'in kou d'éta dofète. Sak in vré gouvèrnman i pé fèr in gouvèrnman démissyonèr i pé pa é sirésèrtin néna d'moune l'après vèye sa kom lé dsi l'fé. Momandoné li monte, li monte épi li kapote dann fé.

Talèr lé riskab inn-dé miniss i travèrs o rouz é i mète azot — vi k'na poin d'gouvèrnman, a gouvèrné pou vréman konmsi zot l'avé in droi natirèl pou fèr sa. Astèr la mwin lé sir néna bann zékspèr va dir lo prézidan antanssion ! Mé wala lo pti prézidan li ékoute pa pèrsone é li panss li lé pli ékspèr ké lo bann zékspèr, mé antanssion, néna in zour i apèl domin.

A bon antandèr salu !

Justin